UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE : UNE URGENCE

LE CHANTAGE AU « VOTE UTILE »

Le système électoral majoritaire donne une place privilégiée aux grands partis, qui sont réputés être les seuls à pouvoir gagner. Pour voter utile il faudrait voter contre la gauche, voter au centre face à la droite ?

Qui décide qu'il n'y a que 2 « vrais » candidats ?

La manipulation est constante : à grands coups de sondages, des experts nous somment de choisir entre les grands et eux seuls, dès le 1er tour. Du coup, le débat politique devient essentiellement tactique pour miser sur le meilleur cheval au premier tour aux dépens de l'expression de choix politiques.

Pour la gauche, **il est dangereux de renoncer ainsi à un débat politique au profit de la tactique électorale**.
C'est faire le jeu d'une extrême droite qui ose affirmer sa volonté de changement : on ne peut lui répondre qu'en défendant ce qui paraît juste et possible !
C'est aussi faire le jeu de la droite et du patronat en rendant les citoyen-ne-s passifs.
Une gauche élue sur des bases aussi floues se trouvera désarmée devant les puissances d'argent.

Il faudrait donc subir le capitalisme faute de pouvoir mobiliser un électorat qui n'aura pas pris part à un combat politique mais aura assisté passivement à une lutte de chefs.

Prenez contact avec
La FASE
contact@lafederation.org
www.lafederation.org
20 rue chaudron 75010 Paris

La FASE / mars 2012

LA DÉMOCRATIE VA MAL

La démocratie est un système qui devrait permettre à chacune et à chacun de participer aux choix de société. Or, ce droit qui nous semble élémentaire est aujourd'hui remis en cause.

Nous prenons la mesure du divorce de la société avec le pouvoir politique. La représentation politique est en crise. **Le système politique ne répond pas aux demandes des citoyennes et des citoyens.**

Le mandat politique est devenu une activité professionnelle, les partis un lieu où on fait carrière.
Les dirigeants estiment qu'ils n'ont pas de comptes à rendre au peuple.

Les citoyens constatent, tous les jours, la distorsion entre les paroles et les actes politiques.
La « communication » manipulatrice prédomine. L'absence de débats véritables, contradictoires, accessibles à tous est frappante.

Le débat public est déformé par les médias : pourquoi voter si les différences sont si faibles ?

L'abstention et la non inscription sur les listes électorales sont massives. C'est devenu une forme d'expression politique, une manière de dire la méfiance à l'égard de la représentation politique et des institutions.

POUR DES MESURES IMMÉDIATES CONTRE LA MISÈRE

SMIC à 1 700 €, minimas sociaux augmentés, droit au logement et aux soins, et aussi :

* L'appropriation publique et la socialisation démocratique des grandes entreprises, des banques et des assurances.
* Une production socialement et écologiquement utile.
* La lutte contre les discriminations (sexistes, racistes, …)
* Une politique d'égalité.
* Une politique de refus des guerres et de construction de la Paix.

LA FASE
Fédération
pour une alternative sociale et écologique

participe au
FRONT DE GAUCHE
Présidentielle 2012
VOTEZ Jean-Luc Mélenchon

[18.03.12, manifestation de soutien à J-L Mélenchon, Nation-Bastille]

Nous nous regroupons pour restaurer la confiance collective dans les possibilités d'agir en commun, pour donner aux mouvements sociaux et citoyens la place qui leur est due dans la politique.

LA DÉMOCRATIE MISE EN CAUSE PAR LE CAPITALISME

Rarement le capital aura aussi ouvertement nié la démocratie : négation du vote contre le TCE en 2005, « règle d'or » imposée par de « petits comités », gouvernements remplacés sans élections par les « marchés ». Le déficit de démocratie est patent quand le recours au suffrage populaire devient presque interdit ou très encadré.

Avec la fuite en avant libérale et les États mis au service exclusif des riches, les régressions sociales s'accompagnent de pratiques antidémocratiques. Ce mépris pour les citoyens, les salariés, les étrangers, les jeunes, les pauvres, étouffe la discussion politique.

Les gouvernements avaient réussi à faire croire que « les lois de l'économie » s'imposaient à toutes et à tous ; que cela contraignait à se soumettre à la « toute puissance » du pouvoir exécutif. Ils continuent à nous dire que les sujets sont trop techniques trop compliqués : « *On ne peut pas demander au peuple un avis qu'il ne pourra pas donner !* ».

On voit au grand jour une théorie antidémocratique, oligarchique. On voit la reprise des idéologies hostiles à 1968, à 1936 et aussi à la Révolution française : retrouver une identité nationale de la « *France éternelle* », se méfier des « *classes dangereuses* » et des « *menaces de type terroriste* », imposer l'obéissance à « *nos institutions sacralisées* ».

En moins de 15 ans, les lois de sécurité intérieure se sont multipliées. Face à la montée des inégalités, destructrices des repères sociaux, le sécuritaire-autoritaire est devenu nécessaire. Les gouvernements ont encouragé toutes les oppositions possibles entre classes moyennes et classes populaires, entre habitants des cités et des centres villes, entre étrangers et français... sur fond de discriminations et de xénophobie d'État, non seulement dans les discours mais aussi dans les actes.

Aujourd'hui Sarkozy ose proposer un référendum contre les droits des chômeurs... Il faut en finir avec ce président et cette république des riches qui n'a plus grand chose à voir avec la république démocratique et sociale des constitutions de 1946 ou de 1958. Nous parlons de « Révolution démocratique » : un changement radical nous paraît nécessaire, au-delà du « Virer Sarko ».

UN FBI À LA FRANÇAISE...

Sarkozy a « réformé » la DGSE et les Renseignements généraux en créant une police politique : la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) qualifiée par le Figaro lui-même de « FBI à la française ». Le bilan de cette DCRI est inquiétant : fabrication de terroristes avec l'affaire de Tarnac, espionnage des journalistes en toute illégalité, etc.

Des législations d'exception comme les lois LOPSI ont porté atteinte aux libertés publiques et individuelles. Le fichage de plus en plus étendu (par l'ADN, par des fichiers policiers et administratifs incontrôlés...), les pouvoirs croissants donnés à la police dans la lutte contre les pauvres et autres déviants sont attentatoires à la citoyenneté de toutes et tous.

Avec ces pratiques, il n'y a plus ni citoyennes ni citoyens. Toutes et tous deviennent les sujets d'un État.
Il faut en finir avec ces dispositifs c'est urgent !

DES FORMES NOUVELLES DE POUVOIR

Une déclaration des droits, pour ne pas rester sans effet, appelle des institutions nouvelles qui traduisent le changement des institutions, leur transformation par les mobilisations.

En matière de droits politiques, il est urgent de **redonner aux citoyens les moyens de prendre du pouvoir** et réintroduire dans la constitution l'esprit de l'article 35 de celle de 1793 : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ».

Une organisation plus démocratique des institutions politiques
La ligne directrice d'une réforme des institutions doit être de réduire, le plus possible, la délégation de pouvoir et de donner des moyens accrus d'intervention populaire dans les institutions pour aller vers une république autogestionnaire.
Le contrôle parlementaire de l'action de l'exécutif doit être reconstruit, l'initiative parlementaire en matière de loi aussi, ainsi que des formes plus directes de contrôle et de pouvoir populaire.

Ceci suppose la mise en place de dispositifs tels que : le droit de pétition, le référendum abrogatoire, le tirage au sort pour certains postes, le droit à l'initiative citoyenne, des autorités citoyennes de contrôle de la police de lutte contre toutes les discriminations et pour l'effectivité des droits des femmes, des observatoires des discriminations, composés avec les associations, ayant localement les moyens pour intervenir.

Il faut **accroitre la participation à l'activité politique** en luttant contre la professionnalisation des fonctions politiques : mettre fin de façon radicale au cumul des mandats, mais aussi mettre sur pied un statut de l'élu-e (qui prenne en compte les contraintes spécifiques qui s'imposent encore aux femmes) condition de la parité et de l'accès aux fonctions électives de toutes et tous, garantie du retour à l'emploi des travailleurs…
D'autres formes de participation et de contrôle de la vie publique peuvent être reconnues et mises en place tel le droit à l'expertise citoyenne, les conventions de citoyens, etc.

FédéréEs pour une alternative sociale et écologique

UNE NOUVELLE CONSTITUTION : UNE DÉCLARATION DES DROITS

Pour défendre les libertés publiques et individuelles, pour lutter contre les discriminations et pour l'égalité, **nous visons donc une déclaration des droits de la personne humaine dans sa totalité**, y compris les droits dits sociaux. **Les droits des femmes à l'égalité. Le droit à la nationalité, sur la base du droit du sol pour tout-e résident-e qui le demande après quelques années (deux ans, trois ans, cinq ans ?).**

Le droit aux différences dans l'orientation de vie personnelle. Le droit à la santé, au logement et à l'énergie, à la formation, à une sécurité des moyens d'existence tout au long de la vie. Le droit de vivre et de travailler dans un environnement sain…

Le pouvoir aux citoyens !

Nous voulons **le droit de chacun et de chacune d'intervenir dans les décisions publiques : dans la gestion transformée des services publics, dans le développement du droit des salariés sur leur travail et sur leur lieu de travail...** Et donc celui de tracer une réorientation de la production utile écologiquement et socialement.

Pour cela, la FASE porte une exigence politique dans une élection présidentielle, pourtant caricature de la politique largement rejetée : **nous voulons une Constituante !** Nous avons l'occasion de l'affirmer, dans le vote pour Jean-Luc Mélenchon et lors des candidatures aux législatives.

Syndicalistes, associatifs, réseaux citoyens…
Voilà les bases sur lesquelles doit s'appuyer une campagne en faveur d'une Assemblée constituante. Cette Assemblée sera chargée, à l'aide d'États Généraux les plus larges possibles, de rédiger une nouvelle Constitution, qui sera soumise au suffrage universel.

UNE CONSTITUANTE

La citoyenneté n'est pas un métier. Ensemble, nous sommes toutes et tous capables d'être nos propres experts. **Il n'y a de démocratie que lorsque la définition de chaque mesure appartient à celles et à ceux qui vont la vivre concrètement.**
Nous voyons, dans d'autres pays, des mouvements populaires élaborer démocratiquement d'autres fonctionnements politiques. En **Islande** comme réponse à la crise financière catastrophique, en **Espagne** avec les indignados qui en ont fait une part importante de leurs débats...
Depuis 2005 et la campagne contre le Traité constitutionnel européen, nous savons que **les citoyen-ne-s peuvent s'emparer des problèmes politiques, se mobiliser.** Nous avons prouvé que, sous des formes définies et en prenant le temps nécessaire, il est possible de discuter de tous les principes de fonctionnement des institutions. Tout doit être débattu : les droits sociaux, environnementaux et politiques, la place de la proportionnelle, le statut des élus, la place et la forme des initiatives de consultations citoyennes, les transformations nécessaires dans la police et dans l'armée, les conditions indispensables à un service public permettant un pluralisme culturel et politique dans les médias, des instances pour une planification écologique de l'économie, la place de l'éducation, etc.

Nous voyons, dans ces discussions liées à une Constituante, une base pour construire une nouvelle démocratie, en lien avec les mesures immédiates et les décisions urgentes. Des pratiques sont déjà expérimentées dans les mouvements sociaux et citoyens et contribuent à construire les fondements d'une alternative concrète en matière de démocratie. Depuis les collectifs de mobilisation pour les services publics et le droit aux soins, jusqu'aux regroupements d'artistes, d'internautes et de créateurs, en passant évidemment par les travailleurs qui reprennent leurs entreprises, divers groupes développent des pratiques alternatives.

POUR L'EUROPE, CHANGER L'EUROPE

Ce n'est pas une question de politique étrangère : toute réforme constitutionnelle doit aussi trouver son point d'aboutissement dans l'Union européenne.

La montée de l'État autoritaire a encore fait un pas de plus avec l'accord des chefs de gouvernements européens et la négation du vote populaire. Ce que nous avions dénoncé en 2005, se vérifie avec une violence que nous n'avions pas imaginée.

Un pseudo État européen dirigé par les libéraux des pays dominants, une banque centrale indépendante de tout contrôle - autre que celui de la finance - prétendent aujourd'hui définir les politiques publiques de toute-s, y compris dans les domaines où l'UE n'a pas compétence, comme le droit du travail ou la protection sociale.
Partout en Europe, la résistance s'organise, l'aspiration au changement se manifeste, la volonté de donner un contenu réel à la démocratie s'affirme.

Ce contexte nous impose de reprendre ce que nous avions fait en matière de propositions pour une autre Europe dans le cadre de la campagne de 2005 et ce que les autres forces progressistes européennes ont fait sur le même terrain.

Des états généraux européens sur la reconstruction démocratique, telle est la perspective qui s'impose, dès aujourd'hui, associant forums sociaux et regroupements politiques européens tel le Parti de la Gauche Européenne (PGE).

Le sommet européen a adopté un projet du TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination, et la Gouvernance dans l'Union). Les gouvernants cherchent à donner une base légale à la répression, la régression sociale et aux dénis de démocratie, durcissant les règles qui figuraient déjà dans les Traités. Au mépris des exigences démocratiques, ils entendent limiter la ratification au vote des parlements.

Nous refusons de renoncer à nos droits ! Nous exigeons la tenue d'un référendum pour que le peuple décide si la France doit approuver ou refuser le nouveau Traité.

REPRENONS LA BASTILLE !

MARCHE POUR LA 6e RÉPUBLIQUE

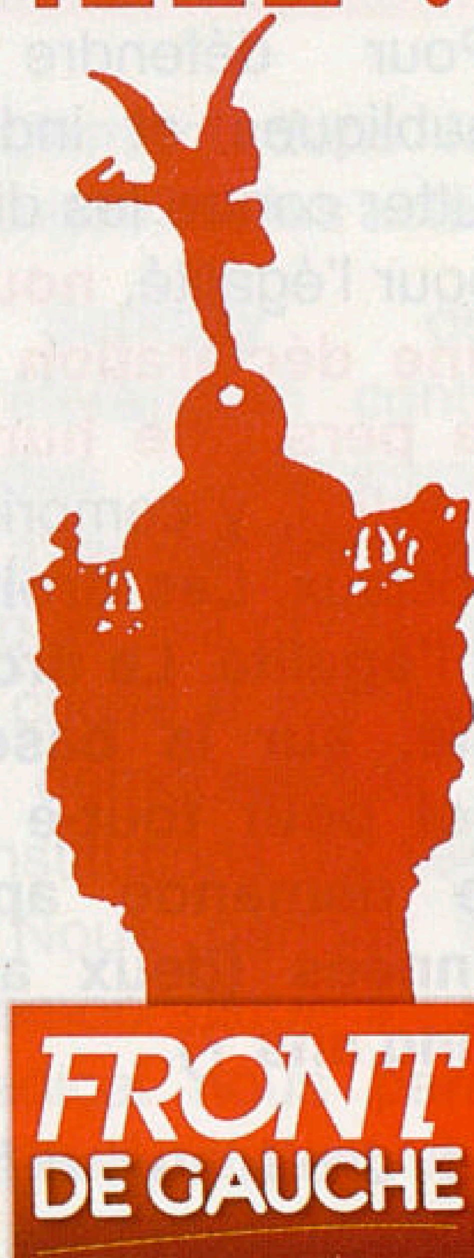
DIMANCHE 18 MARS

DÉPART 14H NATION



INTERVENTION À LA BASTILLE DE
JEAN-LUC MÉLENCHON

www.placeaupeuple2012.fr



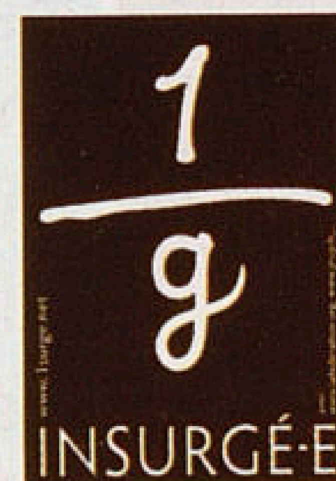
IMPRIMEUR : R.C.S. PARIS B 440 654 069

LES MOYENS POUR LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE

Télévision, presse, radios, Internet sont trop souvent des instruments de conditionnement, de contrôle, de manipulation. Ils peuvent devenir des outils pour le pluralisme culturel et démocratique. Une information est toujours une interprétation et le pluralisme est la condition sans laquelle il n'y a pas d'information satisfaisante.
Tout cela doit devenir un bien commun, afin d'y faire vivre un pluralisme qui respecte les auditeurs citoyens : exproprier TF1, TDF, mettre en place un domaine public maîtrisable démocratiquement, garantir un statut et une indépendance réelle de travail pour les journalistes et pour l'ensemble des artistes… Il faut promulguer une loi interdisant la concentration dans les médias. Il faut donner une véritable indépendance au CSA. Donnons une valeur constitutionnelle à ces règles au service de la démocratie.

QUELLE ORGANISATION POLITIQUE D'UN TYPE NOUVEAU ?

Nous rejetons la conception encore trop présente d'une forme centraliste de parti, se considérant hiérarchiquement supérieur aux autres activités sociales comme celles des mouvements dits sociaux, citoyens ou populaires.
Il faut faire la place, dans une organisation politique de type nouveau, à la diversité d'approche, d'expérience, de culture... Apprendre à gérer les différences, les oppositions entre nous, par la reconnaissance du pluralisme.
Le front que nous souhaitons - coordonné à la fois nationalement et localement dans des assemblées de citoyens - ou des collectifs (peu importe le nom) aura pour ciment sa volonté dans l'action, ses règles, son engagement à faire émerger une culture politique dans les pratiques sociales et les discussions, des relations nouvelles avec les élus.





**Soyons des millions à voter pour J-L Mélenchon.
Par notre vote pour le candidat du Front de Gauche,
nous voulons nous approprier ce qui nous revient :
la liberté et la possibilité de maîtriser notre devenir.
L'enjeu est là. Constituons une force qui ne pourra que grandir !**